

BIBLIOTHÈQUE DE L'INSTITUT FRANÇAIS
D'ÉTUDES ANATOLIENNES D'ISTANBUL

(Anciennement Bibliothèque archéologique et historique
de l'Institut français d'archéologie d'Istanbul)

XXVIII

MÉMORIAL
ÖMER LÛTFİ BARKAN

LIBRAIRIE D'AMÉRIQUE ET D'ORIENT ADRIEN MAISONNEUVE
JEAN MAISONNEUVE SUCESSEUR
11, RUE SAINT-SULPICE, PARIS (6^e)

—
1980

LE PREMIER EMPRUNT INTÉRIEUR OTTOMAN

(Mai-juin 1918)¹

PAR

FRANÇOIS GEORGEON

Par l'expression « emprunts ottomans », on désigne généralement la série des emprunts contractés par le gouvernement ottoman auprès des puissances européennes à partir de la guerre de Crimée (1854). L'endettement de l'Empire auprès des États européens est un épisode bien connu de l'histoire ottomane². On sait que l'État ottoman avait fini par perdre une part de son indépendance financière et économique, avec l'établissement en 1881 de l'Administration de la Dette publique. Survenant après un demi-siècle d'humiliants recours à la finance et aux capitaux étrangers, le premier emprunt intérieur ottoman de 1918³, établi à la faveur de la guerre, apparaît comme un événement remarquable dans l'histoire financière de la Turquie. Sans doute à cause des bouleversements survenus quelques mois plus tard avec la défaite de la Turquie, l'épisode est quelque peu tombé dans l'oubli, alors qu'il avait, sur le moment, provoqué une vague d'enthousiasme et donné lieu à une véritable mobilisation du gouvernement et de l'opinion publique.

L'émission de papier-monnaie avait été le principal moyen utilisé par le gouvernement ottoman pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre. En 1914 circulait dans l'Empire environ 1 million de livres turques émises par la Banque ottomane, à côté d'un montant approximatif de 60 millions de Ltqs en monnaies métalliques. A partir de 1915, des émissions successives de papier-monnaie ont été effectuées par la Dette publique⁴ et gagées par le gouvernement

(1) Tous mes remerciements vont à Zafer Toprak, de l'Université du Bosphore, qui m'a suggéré d'entreprendre cette étude et ne m'a pas ménagé son aide. Cette recherche repose sur un dépouillement de la presse, et spécialement des grands quotidiens d'Istanbul, cités ici par ordre d'importance pour notre sujet : *Tanin, Sabah, Vakil, Tasvir-i efkâr, İkdâm, Ati*. Les textes législatifs sont fournis par le *Takvim-i vekayi*.

(2) Voir en dernier lieu, J. Thobie, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire Ottoman (1895-1914)*, Paris, 1977, et les ouvrages anciens de A. du Velay et Ch. Morawitz.

(3) Nous avons conservé le nom donné à l'époque de « premier emprunt intérieur ». En fait certaines opérations financières équivalaient à de véritables emprunts intérieurs (comme les émissions des *kaimé* portant intérêt). Par ailleurs, il existait une dette flottante composée des créances des fournisseurs des établissements publics ou des arriérés de traitement des fonctionnaires, etc.

(4) L'Administration de la Dette publique, établie en 1881, représentait les porteurs de titres ottomans et gérait certains revenus de l'État affectés au service des emprunts ottomans. La Dette publique avait été chargée de l'émission des billets pendant la guerre, de préférence à la Banque ottomane qui représentait les intérêts de la France et de l'Angleterre en lutte contre l'État ottoman.

allemand, soit en or comme dans le cas de la première émission (juin 1915, pour un montant de 6,5 millions de Ltqs), soit en bons du trésor allemand pour les émissions ultérieures. L'Allemagne s'était engagée à rembourser en or les billets émis, selon des échéances variables dans la limite de 11 années après la conclusion de la paix. Six emprunts ont ainsi été effectués auprès du gouvernement allemand, correspondant à six émissions successives de billets de banque par la Dette publique. Au total, à la fin de 1917, 130 millions de Ltqs ont été émis sous forme de billets, dont environ 90 millions étaient en circulation¹.

On considérait généralement qu'un emprunt intérieur était voué à l'échec dans l'Empire ottoman. D'abord, à cause de la faiblesse de l'épargne intérieure, mais aussi et surtout parce que toutes les tentatives de l'État pour emprunter à long terme sur le marché financier intérieur avaient tourné au détriment des créanciers. Il en était résulté une méfiance profonde et durable du public à l'égard des initiatives de l'État. Cependant, la question d'un emprunt intérieur vient à l'ordre du jour lors des discussions avec le gouvernement allemand, en décembre 1917, sur la conclusion d'un nouvel emprunt à l'Allemagne. C'est le gouvernement allemand qui souhaite que l'État ottoman recoure à l'épargne intérieure. A mesure que les hostilités se prolongent, il devient plus réticent devant les demandes de prêt formulées par le gouvernement turc². Un emprunt intérieur ottoman devrait permettre, en cas de succès, de soulager le trésor allemand, et peut-être aussi, en cas d'échec, de faciliter la mainmise allemande sur l'économie turque. En effet, surtout depuis 1917, le gouvernement allemand accentue ses pressions pour prendre la place des intérêts économiques français et anglais dans l'Empire ottoman et pour obtenir des garanties en ce qui concerne la mise en valeur des ressources de la Turquie après la guerre³.

Ministre des finances du gouvernement jeune-turc au moment du déclenchement des hostilités en 1914, puis de nouveau à la tête des finances ottomanes à partir de février 1917, Cavid était hostile à un emprunt intérieur. Prenant l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne en guerre qui avaient régulièrement recours à l'épargne intérieure, il déclarait en mars 1917 lors de la présentation du budget : « Nous ne sommes pas, malheureusement, en état d'imiter ces nations. Il ne faut pas craindre d'avouer et de reconnaître que notre pays n'est pas encore habitué à ces sortes d'opération. Si jamais le gouvernement voulait faire appel à un emprunt intérieur, je ne saurais répondre quant à moi du résultat qu'il obtiendrait »⁴. Cependant lors des négociations sur le nouveau prêt allemand, qui se déroulent à Berlin en janvier 1918, les Allemands mettent comme condition à leur aide financière que le gouvernement turc lance un emprunt intérieur. Cavid tente alors d'obtenir un délai, jusqu'en septembre, pour que l'opération puisse être soigneusement préparée⁵. Mais de leur côté, les Allemands souhaitent qu'elle soit organisée le plus tôt possible, au mois de mars.

(1) Cf. Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, New-Haven, 1930, p. 161 sqq. Vedat Eldem, « Cihan harbinin ve istiklâl savaşının ekonomik sorunları », dans *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, 1975, pp. 375-405. Jean Vergeot, « Le papier-monnaie en Turquie pendant la guerre », *Revue d'Économie Politique*, t. XXXIII, 1919, pp. 278-300.

(2) Vedat Eldem, *art. cit.*, p. 391.

(3) Cf. sur cette question, U. Trumpener, *Germany and the Ottoman Empire, 1914-1918*, Princeton, 1968, chapitre X.

(4) Cité dans *Revue de Turquie, Questions économiques* (Lausanne), 1918, fasc. 2, juin.

(5) *Mémoires* de Cavid, parues dans le *Tanin* entre le 30/08/1943 et le 22/12/1946. Pour ce qui concerne l'emprunt intérieur, cf. les numéros de mai-juillet 1945. Sur Cavid, cf. *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd., s.v.

Pourquoi Cavid accepte-t-il en 1918 l'idée d'un emprunt intérieur? Il faut rappeler que la négociation qui s'engage en janvier avec l'Allemagne concerne plusieurs problèmes : celui de l'aide financière de l'Allemagne pour combler le déficit du budget de 1918 (évalué par Cavid à 74 millions de Ltqs), celui de la « liquidation » des entreprises françaises et anglaises dans l'Empire ottoman, que souhaitent les Allemands, et celui de la remise des dettes de guerre par l'Allemagne que désire obtenir Cavid. En cédant à l'Allemagne sur la question de l'emprunt intérieur, Cavid peut espérer, surtout si l'emprunt réussit, résister aux pressions allemandes sur les autres points. Par ailleurs en ce début d'année 1918, les conditions pour le lancement d'un emprunt intérieur sont plus favorables. Sur le front oriental les hostilités ont cessé depuis novembre, et les pourparlers de paix avec la Russie sont engagés à Brest-Litovsk depuis décembre ; ils aboutiront à la conclusion de la paix le 3 mars 1918. Sur le plan financier, les changements survenus pendant la guerre permettent d'être plus optimiste ; avec les émissions successives de papier-monnaie, les moyens de paiement se sont multipliés, les capitaux sont devenus plus abondants, et de nombreuses sociétés anonymes se sont fondées dans le pays : 15 en 1915, 15 à nouveau en 1916, et 29 pour la seule année 1917¹. Le succès du Crédit National ottoman (*Osmanlı İtibar-ı Millî bankası*), qui n'a que quelques mois, apparaît aussi comme un signe encourageant.

La grande habileté de Cavid va être de prendre à son compte la demande allemande et de présenter l'emprunt intérieur comme une entreprise nationale. Il est animé par la volonté farouche de résister aux pressions allemandes, et il dispose comme atout d'une grande compétence en matière financière, acquise, en particulier, au cours de ses premiers ministères (1910 et 1913-14). Au cours de la négociation du mois de janvier à Berlin, il obtient du gouvernement allemand un point capital : le paiement en or, par le trésor allemand, des intérêts (5 %) et de l'amortissement (1 %) du futur emprunt². Cette disposition devrait assurer le succès de l'emprunt auprès du public et, espère-t-il, permettre de résoudre partiellement la question de la dévaluation du papier-monnaie par rapport à l'or. La convention du 28 janvier avec l'Allemagne prévoit dans son article I que le gouvernement allemand s'engage à fournir à la Dette publique l'or nécessaire au paiement des coupons semestriels de l'emprunt, en échange d'une quantité correspondante de papier-monnaie.

Pour comprendre l'importance de cette clause sur le paiement en or des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt, il convient d'évoquer la situation monétaire de la Turquie au début de 1918. Depuis les premières émissions de papier-monnaie gagé par des bons du trésor allemand, les billets n'ont cessé de perdre de la valeur. En janvier, la livre-or vaut 464 piastres-papier à Constantinople (1 Ltq = 100 piastres). En province, l'écart entre le métal et le papier est encore plus considérable, et dans certains vilayets (provinces), le papier-monnaie n'est pas du tout accepté. Pourtant, la quantité de monnaie émise n'a pas été extraordinaire. En 1918, il circule dans l'Empire entre 90 et 95 millions de Ltqs contre 45 à 50 millions de Ltqs en 1914, alors qu'entre-temps, les besoins ont fait beaucoup plus que doubler³. Mais ce qui est en cause, c'est la nature de la

Djawid (D. A. Rustow). Cavid était considéré comme favorable aux pays de l'Entente, et, en désaccord avec la politique d'Enver, il avait démissionné de son poste de ministre des finances peu après le déclenchement des hostilités.

(1) Ahmed Emin, *op. cit.*, p. 143.

(2) *Mémoires de Cavid, Tanin*, 20 juin 1945.

(3) Discours de Cavid à la chambre sur le budget de l'exercice 1918, 21 février 1918 (*Meclis-i Mebusan Zabıtları Ceridesi*, III devre, IV içtima, 54 inikat, p. 868 sqq.).

monnaie en circulation. En 1914, il ne circulait dans l'Empire qu'une quantité limitée de billets (environ 1 million de Ltqs). En 1918, pratiquement toute la monnaie en circulation est constituée de billets émis par la Dette publique. Si l'on prend pour base l'indice 100 en 1913, la circulation fiduciaire atteint 9000 dans l'Empire en 1918, contre seulement 532 en France et 1 154 en Angleterre. L'extrême méfiance du public a fait presque entièrement disparaître la monnaie métallique, et l'or jouit d'une prime considérable sur le papier-monnaie. La dévaluation du papier-monnaie est donc, pour reprendre une expression du *Tanin*, « une maladie sociale plutôt qu'économique »¹. Tous les efforts du gouvernement ottoman pour tenter de réduire l'écart entre l'or et les billets ont échoué. Le résultat a été une extraordinaire montée des prix. Pour les objets de première nécessité, le renchérissement des denrées depuis le début de la guerre a été de 1970 % à Constantinople, contre 124 % à Berlin et 178 % à Vienne². Situation catastrophique, non seulement sur le plan social, et en particulier pour les salariés et les fonctionnaires, mais aussi sur le plan commercial ; l'Allemagne achète moins à l'Empire ottoman, et, de ce fait, la valeur de la livre turque par rapport au mark — devenu plus rare sur le marché ottoman —, tend à baisser.

Dans quelle mesure peut-on espérer que le paiement en or des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt intérieur apporte une solution à ce problème monétaire ? D'abord d'une façon mécanique, par le retrait de la circulation d'une quantité de billets correspondant au montant du coupon à payer en or ; si l'on suppose un rendement de l'emprunt de 10 millions de Ltqs, 600 000 livres-papier (5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement) seraient retirées annuellement de la circulation, chiffre dont Cavid espère qu'à la longue, il provoquera « une notable diminution » de la prime sur l'or³. Mais surtout l'opération devrait permettre de donner confiance au public en lui démontrant que « l'or et les billets sont interchangeables ». En outre, avec un emprunt intérieur, on éviterait de recourir à une nouvelle émission de billets qui précipiterait la dévaluation de la livre-papier.

Après la signature de la convention avec l'Allemagne et le retour de Cavid à Constantinople, un projet de loi est élaboré. Le 21 février, lors de la présentation du budget, Cavid expose aux députés ses idées sur le nouvel emprunt. L'emprunt intérieur, déclare-t-il, est destiné à couvrir une partie des dépenses du premier semestre 1918, l'Allemagne s'étant engagée à couvrir le déficit des premiers mois (avec un prêt de 22 millions de Ltqs). L'emprunt devrait rapporter 20 à 21 millions de Ltqs. « Je ne sais si l'emprunt rapportera ou non ce montant, ajoutait Cavid, mais je ne vois pas de raison pour qu'il ne le rapporte pas. Un pareil emprunt devrait produire de 30 à 40 millions de livres turques dans un pays tel que le nôtre. » Et Cavid rappelait aux députés que la convention signée avec l'Allemagne était « dans la forme comme dans le fond beaucoup plus favorable aux intérêts nationaux (de la Turquie) que les contrats précédents »⁴.

Le projet de loi sur l'emprunt intérieur est soumis aux chambres à la fin du mois de mars. Dans un long discours prononcé lors de l'examen de la loi par la chambre des députés, Cavid résumait les aspects positifs de l'opération projetée

(1) *Tanin*, 26 février, éditorial : « Evrak-ı nakdiye meselesi ». Dans son discours du 21 février, Cavid disait : « C'est avant tout une question de psychologie », et il montrait que la dévaluation de la livre-papier par rapport à l'or était un « fait purement intérieur », que la livre-papier était acceptée à sa vraie valeur en Allemagne, Autriche, etc.

(2) Chiffres cités par Cavid dans son discours du 21 février.

(3) *Idem*.

(4) *Idem*.

par la formule : « Sacrifice minimum pour l'État, gain maximum pour les souscripteurs, grand avantage pour la société en général. »¹ Et il soulignait l'impact que ne manquerait pas d'avoir à l'extérieur la réussite de l'emprunt, une impression favorable chez les alliés, et un effet foudroyant dans les pays ennemis :

« S'il y a une chose à laquelle les étrangers se refusent à croire, c'est à l'existence d'un éveil économique dans la nation ottomane (...). La réussite de l'emprunt intérieur portera aux puissances ennemies un coup beaucoup plus terrible que nos victoires les plus sanglantes. Cet événement restera comme un point de départ dans notre vie financière. Car l'arme que nos ennemis ont jusqu'ici utilisée contre nous pour grignoter peu à peu notre indépendance, c'est l'arme financière. Ils ont voulu nous asservir avec la tyrannie de l'argent. Si nous pouvons aujourd'hui rassembler des millions en l'espace de quelques semaines, cela montrera à nos ennemis que l'arme financière dont ils ont usé contre nous commence à être sérieusement rouillée. »²

A la suite de cette séance, le projet de loi fut adopté sans modification. La loi sur l'emprunt intérieur du 3 avril 1918 autorisait le ministre des finances à émettre un emprunt intérieur de valeur illimitée, à 5 % d'intérêts et 1 % d'amortissement. Les intérêts seraient payés en or, ainsi que l'amortissement au cas où les obligations seraient amorties par voie de tirage au sort. L'emprunt ne devait pas être converti avant 1939. Toutes les opérations relatives à l'emprunt, ainsi que l'intérêt et l'amortissement, étaient exemptées d'impôts³.

Après le vote de la loi, des négociations s'engagent entre le Ministre des finances d'une part, et la Dette publique et la Banque ottomane de l'autre. A la fin du mois d'avril, une convention est signée avec ces deux organismes et sanctionnée par *irade* impérial⁴. Elle précisait la durée de la souscription : le mois de mai pour Constantinople, et les mois de mai et de juin pour les provinces. Elle fixait aussi les conditions de la souscription et le mode d'émission de l'emprunt. On émettait des obligations de 20, 100, et 500 Ltqs. En échange du paiement en papier-monnaie, le souscripteur devait recevoir un certificat provisoire (*muvakkal sened*), qui devrait être échangé plus tard contre un titre définitif (*kali lahvil*) portant la signature du ministre des finances, du président du conseil de la Dette publique et du directeur général de la Banque ottomane. Les intérêts seraient payés semestriellement. Exceptionnellement, les intérêts du premier coupon devaient être payés par anticipation, le jour même de la souscription à Constantinople, et au cours du mois suivant dans les provinces. Le paiement du second coupon devait avoir lieu en novembre. Au cas où le titre d'emprunt se maintiendrait au-dessus du pair à la bourse de Constantinople, l'amortissement serait également payé en or après tirage au sort (sinon, par rachat en bourse). La Banque ottomane était chargée du service de la souscription, et des intérêts et de l'amortissement.

En ce qui concerne les garanties de l'emprunt, le gouvernement ottoman affectait au paiement des intérêts et de l'amortissement l'excédent des recettes reçu de la Dette publique, sur les revenus concédés à cette dernière, jusqu'à

(1) Discours de Cavid, 31 mars 1918 (*Meclis-i Mebusan Zabıtları Ceridesi*, III devre, IV içtima, 79 inikat, p. 1524).

(2) *Idem*.

(3) Texte de la loi dans le *Takvim-i vekayi*, n° 2203, 7 avril 1918.

(4) Le texte de la convention est annexé au rapport publié par le ministère des finances sur les résultats de l'emprunt intérieur, dans le *Takvim-i vekayi*, 25-27 janvier 1919 (n° 3454-3456).

concurrence de 600 000 Ltqs et, en outre, le produit de la taxe sur les moutons (*ağnam*) dans certaines provinces. Ces recettes, encaissées en papier-monnaie par l'Administration de la Dette publique, seraient échangées contre l'or fourni par l'Allemagne, et cet or serait réparti par la Dette publique aux porteurs de coupons aux échéances fixées. Procédure relativement complexe, mais qui s'explique par le fait que le gouvernement ottoman voulait s'entourer de toutes les précautions pour assurer le succès de l'emprunt en offrant à l'épargnant de solides garanties.

* * *

Lors de l'examen de la loi sur l'emprunt, Cavid avait déclaré que l'emprunt intérieur, émis en temps de guerre, « devait absolument être couronné de succès »¹. Pour assurer sa réussite auprès du public ottoman, le gouvernement ottoman entreprend un effort sans précédent de propagande (le mot est à la mode depuis la révolution bolchevique). Il s'agissait d'informer toutes les régions de l'Empire, de toucher toutes les catégories sociales et de lever la méfiance de l'épargnant ottoman devant une opération financière menée par l'État. Un crédit spécial de 100 000 Ltqs est affecté aux frais d'émission et aux opérations de lancement de l'emprunt². Si plus des trois-quarts de la somme seront versés sous forme de commission aux banques qui placent l'emprunt, la plus grande partie de la somme restante sera absorbée par les frais de publicité ou distribuée à des comités de propagande, à des journaux et à des écrivains à titre de gratifications (*ikramiye*)³.

Tous les moyens de publicité sont mis en œuvre par le Ministre des finances. Des prospectus sont distribués et envoyés dans les provinces. Des affiches, dues au peintre turc Avni, sont placardées dès l'ouverture de la souscription. A Constantinople, de grands panneaux lumineux avaient été installés à Eminönü et à Galatasaray. La Régie avait fait coller sur les boîtes de cigarettes et les cahiers de papier à cigarettes des vignettes exhortant les fumeurs à souscrire à l'emprunt⁴. Plusieurs films de propagande furent tournés à la hâte et projetés dans les salles de la capitale et à Smyrne. L'un d'eux représentait la frappe à l'Hôtel des Monnaies (*Darbhane*) des pièces d'or qui devaient servir au paiement des intérêts. Un autre montrait l'affluence des clients et des curieux à la Banque ottomane le jour d'ouverture de la souscription à Constantinople⁵.

La presse quotidienne joue un rôle essentiel dans cette campagne. En tête des journaux pour la place accordée à l'événement, arrive le *Tanin* qui représente le point de vue officiel des Jeunes Turcs. Cependant, d'autres quotidiens, comme le *Vakit*, le *Sabah* et le *Tasvir-i efkâr* participent eux aussi largement à la cam-

(1) Cavid, discours du 31 mars, p. 1522.

(2) *Takvim-i vekayi*, 17 avril.

(3) Le rapport sur l'emprunt intérieur, déjà cité, donne le détail de l'utilisation des 100 000 Ltqs (*Takvim-i vekayi*, n° 3455, 26 janvier 1919) :

Impression des imprimés et certificats.....	3 872,72 Ltqs
Impression des affichés, fabrication des panneaux et des films.....	1 426,21 Ltqs
Frais des comités de propagande envoyés en province.....	1 798,25 Ltqs
Gratifications accordées à la société d'édition et à certains auteurs, et honoraires versés aux journaux de la province et de la capitale paraissant en langues diverses.....	13 912,15 Ltqs
Frais des calligraphes envoyés à Berlin pour rédiger le texte des titres définitifs.....	257,54 Ltqs
Frais divers.....	223,64 Ltqs
Commission de 5 % versée aux banques ayant recueilli les souscriptions.....	78 328,10 Ltqs

(4) Cf. *Borsa rehberi*, Istanbul, 1928, pp. 528-534.

(5) *İkdam*, 6 mai ; *Sabah*, 6 mai.

pagne. Dans les éditoriaux, les articles de fond ou les notices d'information, la presse s'efforçait d'expliquer dans le détail les mécanismes de l'emprunt, les modalités de la souscription et le profit que l'on pouvait en retirer. Elle fournissait chaque jour le résultat de la veille et la liste des principaux souscripteurs. Toutes les techniques journalistiques étaient mises en œuvre pour donner tout son relief à l'événement et tenter d'intéresser le lecteur : grands titres sur 6 colonnes¹, reportages², interviews, enquêtes³. En outre la presse était remplie de caricatures, petites histoires, poèmes, chansons, slogans⁴, proverbes⁵, dont le sujet exclusif était l'emprunt intérieur. Le jour de l'ouverture de la souscription, certains journaux publièrent même une « marche de l'emprunt », due à Ali Ulvi, qui s'achevait sur ces vers :

« Chaque piastre percera le cœur de l'ennemi
Comme la balle et l'obus.
Si tu donnes de bon cœur
Jamais ne sera vaincue cette nation
Et jamais la gloire ne te fera défaut ».

La conférence, qui est devenue depuis quelques années un aspect essentiel de la vie intellectuelle de la capitale ottomane, est aussi un moyen qui est largement utilisé pour toucher l'opinion publique sur la question de l'emprunt. Dans la seule ville de Constantinople, on compte entre le 15 avril et le 30 mai près d'une trentaine de conférences portant sur l'emprunt, et qui ont le plus souvent pour cadre le grand salon de l'Université, le lycée de Galatasaray, la Société nationale pour l'Enseignement et l'Éducation, le Foyer Turc, etc. Les femmes étaient souvent admises à ces conférences ; et même des causeries spéciales leur étaient réservées, où l'on cherchait à convaincre celles qui, bien souvent, prenaient les décisions économiques au sein du foyer⁶. Des comités de propagande furent envoyés en province pour organiser des meetings et donner des conférences. Un des membres de ces comités, le Dr Fazıl Berkî, semble s'être tout particulièrement distingué dans la tâche de convaincre les foules anatoliennes : la presse signale à plusieurs reprises l'enthousiasme soulevé par ses paroles et la brusque flambée de souscriptions qui suivait ses interventions...

Par ailleurs, on assiste à une véritable mobilisation des intellectuels ottomans. Tout ce que le pays compte comme tête pensante se lève pour la défense et l'illustration de l'emprunt intérieur. Pour la classe intellectuelle ottomane, l'emprunt

(1) Voici à titre d'exemple la manchette du *Tanin* le 1^{er} mai :

« Vers la victoire économique : premier jour de l'assaut. Aujourd'hui commence pour les Ottomans un important examen. Si nous en sortons vainqueurs, nous aurons assuré notre indépendance économique ». Vers la fin du mois de mai, c'est surtout le *Sabah* qui continue à publier de gros titres.

(2) La plupart des quotidiens publient des reportages détaillés sur le déroulement de la souscription.

(3) Le *Tanin* publie pendant la première semaine de mai les résultats d'une enquête sur l'emprunt intérieur, effectuée auprès des principales personnalités politiques, religieuses et de certains hommes d'affaires.

(4) Par exemple la revue *Yeni mecmua*, animée par Ziya Gökalp, publiée dans son n° 46 (30 mai 1918), pp. 383-84 et 396-97, des slogans en bas de page tels que :

« Le plus grand succès de cette guerre, l'emprunt intérieur ! »

« Ne manquez pas cette occasion unique : donner du papier et recevoir de l'or ! ».

(5) Le *Sabah* publie chaque jour un calendrier de l'emprunt avec des formules et des proverbes ; par exemple :

« Ceinture d'or sied à toute taille » (Altın kemer her bele yakışır)

« Le mois de mai a paré les arbres de fleurs, et les bourses d'or ; la fortune a embelli autant que la nature ».

(6) *İkdam*, 15 mai.

est l'occasion d'« aller au peuple »¹, selon le mot d'ordre qui circule depuis plusieurs années, de lui enseigner les rudiments de cette éducation économique qui lui fait tant défaut, et de réfléchir sur la signification profonde de la nouvelle opération financière. Parmi ceux qui multiplient les conférences ou les articles, on trouve Ziya Gökalp et Tekin Alp, tous deux rédacteurs à la *Nouvelle Revue (Yeni mecmua)*, mais aussi le philosophe Rıza Tevfik, le pédagogue Sâti' bey, l'économiste Mustafa Zühtü, Hamdullah Suphi, président des *Foyers Turcs (Türk ocakları)*, Mehmed Fuad Köprülüzade, Ahmed Cevad, etc.

Au cours de cette campagne, deux thèmes reviennent avec une insistance particulière, deux thèmes que Cavid, dans ses discours à la chambre, avait déjà soulignés lorsqu'il conviait le peuple ottoman à souscrire massivement à l'emprunt par *intérêt personnel* et par *devoir patriotique*. Il fallait d'abord convaincre la masse méfiante des épargnants petits et moyens qu'il était de son intérêt de participer à l'emprunt, et, pour cela, lutter contre son esprit de thésaurisation. La thésaurisation est stigmatisée comme une pratique primitive, comme une absurdité économique qui ne survit que par suite du manque d'éducation des masses ottomanes. « L'homme est enterré le jour où il meurt, la fortune meurt le jour où elle est enterrée » déclarait un proverbe du *Sabah*². La souscription à l'emprunt est présentée comme le placement le plus avantageux et le plus sûr. Le plus avantageux, car 5 % d'intérêts payés en or assurent en fait, à cause de la prime sur l'or, une rente de près de 20 % en papier-monnaie³. Le plus sûr, parce qu'il est entouré de solides garanties par le gouvernement qui a affecté au paiement des intérêts et de l'amortissement des revenus spéciaux (exactement comme pour les anciens emprunts ottomans), et qu'il jouit de la caution du gouvernement allemand. Le paiement des intérêts en or est le point sur lequel insiste le plus volontiers la propagande. Le mot or (*altın*) ressort en gros caractères sur les affiches et les prospectus⁴. « Semons du papier, récoltons de l'or », tel est le conseil que la Revue de l'Association ottomane des Agriculteurs donne à ses lecteurs⁵. « Le fait est là, écrit un observateur, c'est l'attrait de la pièce d'or qui fera le succès de cet emprunt »⁶. On voit dès lors que cette propagande est quelque peu contradictoire ; en flattant chez l'épargnant le fétichisme du métal jaune pour assurer le succès immédiat de l'emprunt, elle risque d'aller à l'encontre de l'un des buts de l'opération, qui est d'essayer de réduire l'écart entre l'or et le papier-monnaie.

À côté de l'intérêt personnel, l'aspect patriotique de la souscription est mis également en relief. Souscrire à l'emprunt, c'est, pour les civils, contribuer à l'effort de guerre qui repose sur les soldats au front. « Vers la victoire économique, premier jour de l'assaut », titre le *Tanin* le premier mai, jour ouverture de la souscription. Le même jour, une caricature du *Tasvir-i efkâr* représente un soldat ottoman qui jaillit d'une pièce d'or en mouvement pour repousser un soldat anglais. Et Yunus Nadi commente : « Nous donnerons la roue d'or qui bouterà l'ennemi

(1) Une revue de ce nom avait paru en 1912-13, et un comité « Vers le peuple » avait été fondé à Izmir en 1917.

(2) *Sabah*, 13 mai (İnsan öldüğü gün gömülür, servet gömüldüğü gün ölür), et sur la thésaurisation, cf. *İkdam*, 23 avril, « Dahilî istikraz ve küçük sermayeler ».

(3) Le *Tasvir-i efkâr* du 22 avril compare le rendement de l'emprunt à celui d'un placement immobilier ; une maison de 1 000 Ltqs fournit un revenu annuel d'environ 25 livres-papier. Une souscription pour 1 000 Ltqs à l'emprunt intérieur rapporte 50 livres-or, soit environ 200 livres-papier.

(4) *Sabah*, 12 avril.

(5) *Çiftçiler derneği mecmuası*, n° 7, 1^{er} mai 1918 : kâğıt ekip, altın bigelim !

(6) Lettre de Constantinople, dans *Revue de Turquie*, 1918, n° 1, mai, p. 24.

hors de la patrie. » Dans un article du *Tanin* intitulé « Le devoir national », Köprülüzade insistait sur l'importance du patriotisme et sur son rôle dans la réussite de l'emprunt¹. Si l'Allemagne a pu tenir malgré des conditions économiques désavantageuses, expliquait-il, c'est bien à cause du patriotisme, parce que l'épargnant allemand a su préférer les emprunts nationaux à des placements peut-être plus lucratifs mais moins patriotiques.

Dépasant ces questions d'intérêt et de patriotisme, certains intellectuels s'interrogent sur la signification de l'emprunt. L'emprunt intérieur s'inscrit dans un mouvement qui depuis le début des hostilités tend à rendre l'État ottoman maître de son économie et de ses finances. Après la suppression des capitulations en 1914, après la fondation du Crédit national ottoman en 1917, qui est appelé à devenir sans doute la future banque centrale de l'État, l'emprunt intérieur apparaît comme une nouvelle étape sur la voie de l'indépendance économique et financière de l'Empire ottoman². Ziya Gökalp souligne qu'en émettant un emprunt intérieur, l'État montre qu'il fait siennes les thèses de l'« économie nationale » (*millî iktisad*) qui, défendues à partir des années 1910 dans les cercles nationalistes, n'ont été appliquées jusqu'à présent que dans des entreprises individuelles et limitées³. Tekin Alp voit dans la possibilité d'un emprunt intérieur un signe du développement du capitalisme en Turquie. L'un des maître-mots de l'heure est celui de *solidarité* (*lesanüd*) : on fait valoir qu'avec l'emprunt, l'État cesse d'apparaître comme un gendarme aux yeux du peuple, qu'un climat de confiance est en train de s'instaurer entre l'État et le peuple. Par le biais de l'emprunt, la monnaie acquiert une vertu solidariste en resserrant les liens entre le peuple et l'État, comme entre le débiteur et le créancier. Par la grâce de l'emprunt, note Ziya Gökalp, même l'individu le plus dépourvu de sentiments devient patriote⁴.

En dehors des cercles nationalistes, on attend aussi de l'emprunt qu'il permette de resserrer les liens qui unissent les différents groupes ethniques et religieux de l'Empire. Cet espoir est entretenu par l'extrême intérêt manifesté par les minorités de l'Empire, Grecs, Arméniens, Juifs, devant l'emprunt, et l'occasion qu'ils y trouvent de manifester leur loyalisme à l'État ottoman. Yunus Nadi pense que l'emprunt pourrait signifier « le miracle des enfants communs d'une patrie commune, sans distinction de race ou de religion »⁵.

L'enjeu est donc de taille. L'emprunt fait naître bien des espoirs, et nourrit bien des rêves. Un mot revient fréquemment dans les jours qui précèdent l'ouverture de la souscription : l'emprunt est pour la nation ottomane un *examen*.

..

Vers la fin du mois d'avril, à mesure qu'approche l'ouverture de la souscription, divers indices révèlent l'importance de l'opération qui se prépare et son impact sur la vie économique en général. La prime sur l'or est tombée de 470 % au début du

(1) *Tanin*, 13 mai : « Millî vazife ».

(2) Cf. Tekin Alp, « Yeni istikamet istikrazı », dans *Yeni Mecmua*, n° 40, 18 avril 1918, pp. 263-64, et n° 44, pp. 358-59 : « İnkılâbın son perdesi ».

(3) Ziya Gökalp, « İktisadî vatanperverlik », dans *Yeni Mecmua*, n° 34, 9 mai 1918, p. 322-23.

(4) Ziya Gökalp, « Para ve tesanüd », dans *Yeni mecmua*, n° 41, p. 282 ; et une conférence de Mustafa Zühtü, *Tanin*, 23 avril. Sur le solidarisme en Turquie, cf. Zafer Toprak, « II Meşrutiyet'te solidarist düşünce : halkçılık » dans *Toplum ve Bilim*, I, 1977, pp. 92-123.

(5) Sur ce point, cf. *Tanin*, 16-17 avril, 23 avril ; *Tasvir-i efkâr*, 1^{er} mai (éditorial de Yunus Nadi) ; *Sabah*, 26 avril ; *İkdam*, 23 avril, etc.

mois d'avril à 430 %. La bourse de Constantinople connaît une fièvre inaccoutumée. Certaines valeurs, comme les pierres précieuses et en particulier le diamant, enregistrent une chute brutale¹. Tout indique le succès de l'emprunt. « On ne voit plus à Constantinople, écrit la *Revue de Turquie*, que des gens qui, le crayon à la main, font des calculs le jour durant et supputent les bénéfices qu'ils vont tirer de leur souscription »². A Constantinople, la souscription est ouverte le mercredi 1^{er} mai, et connaît aussitôt un large succès. Le premier jour, 800 000 Ltqs sont recueillies. Les jours suivants, le montant journalier est un peu moins élevé, mais cela est dû en particulier aux jours fériés (vendredi et jour de Pâques). L'or qui avait complètement disparu de la circulation dans la capitale, fait sa réapparition ; à la sortie des banques, on se passe de main en main les précieuses pièces de métal jaune. La première semaine, au cours de laquelle la moitié du montant total de la souscription est recueilli, est incontestablement un succès (cf. fig. 1). Sur le marché de Berlin, la livre ottomane remonte de 50 pfennigs³. Ensuite, la fièvre tend à retomber, le montant journalier des souscriptions accuse une baisse sensible (en moyenne autour de 80 000) et ne remonte qu'avec les participations spectaculaires de la Dette publique, le 12 mai (qui souscrit pour 1 100 000 Ltqs), de la Banque ottomane le 16 mai (avec 400 000 Ltqs), et, *in extremis*, de la Deutsche Bank le 31 mai (pour 100 000 Ltqs)⁴.

En province, l'éloignement, les difficultés de l'organisation, le problème de la répartition des quantités d'or en fonction d'une demande mal connue, avaient retardé le démarrage de la souscription. Les opérations ne peuvent généralement commencer que vers le 15 ou le 20 mai. A la fin de mai, la province n'a pas donné plus de 1,5 million de Ltqs. Cavid entreprend alors un voyage de propagande en Anatolie, dans l'espoir de donner une nouvelle impulsion aux souscriptions⁵. D'après les indications très générales dont on dispose pour les provinces, il semble que les vilayets aient réagi à l'inverse de la capitale ; d'abord méfiants, ils accentuent leur participation au fil des semaines.

Le tableau 2 représente les résultats selon les vilayets et les sandjaks non-rattachés. Fondamentale apparaît la différence entre les provinces d'Istanbul et d'Aydin (où se trouve Smyrne), et le reste des vilayets. Les deux premières ont en effet fourni les 2/3 du montant total de la souscription, signe d'un grand déséquilibre économique et intellectuel. Le résultat du vilayet d'Aydin apparaît assez remarquable par rapport à celui d'Istanbul, dans la mesure où l'économie de Smyrne a été bien davantage affectée par la guerre, le blocus du port ayant repoussé les circuits commerciaux vers la capitale⁶. Les vilayets d'Anatolie ont dû être beaucoup moins touchés par la publicité et la propagande. L'une des raisons aussi de leur moindre participation est à chercher dans la profonde méfiance de la périphérie à l'égard du centre, de la province à l'égard de la capitale⁷. Le papier-monnaie circulait difficilement en Anatolie, et des villages ignoraient jusqu'à l'existence du

(1) *Tanin*, 3 mai.

(2) *Revue de Turquie*, n° 10, avril 1918, p. 365.

(3) *Vakil*, 5 et 17 mai.

(4) La Deutsche Bank souhaitait la constitution d'un syndicat bancaire pour « prendre l'emprunt ». En désaccord avec l'opération, elle attend le dernier jour pour souscrire ; cf. *Mémoires* de Cavid, Tanin, 5 juillet 1945.

(5) *Osmanischer Lloyd*, 1^{er} juin.

(6) Éditorial de Yunus Nadi dans le *Tasvir-i efkâr* du 23 mai.

(7) *Tanin*, 26 avril, « Istikraz ve vilayetler ».

billet de banque¹. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les provinces aient montré une certaine répugnance à confier leur épargne à des titres d'État. Quant aux vilayets de l'Est (Trébizonde, Mossoul, Bitlis), possédant une économie peu évoluée et touchés par la guerre, ils n'ont pu que très faiblement contribuer à l'emprunt.

Il est très difficile de mesurer la participation des différentes catégories sociales à l'emprunt. Dès la publication de la loi sur l'emprunt, un gros effort avait été fait pour sensibiliser les porteurs de petits capitaux. Si la participation des grandes banques et des sociétés d'assurances ne faisait guère de problème, celle des petits épargnants paraissait plus douteuse ; et c'est d'abord vers eux qu'était dirigé l'effort de propagande et de publicité. Deux groupes sociaux ont été plus particulièrement sollicités, les fonctionnaires et les paysans. Les fonctionnaires sont sans doute la catégorie sociale qui a le plus souffert de la guerre². On a calculé qu'en moyenne leurs salaires avaient augmenté de 150 %, tandis que les prix montaient à près de 2 000 %. Avec un salaire mensuel de 10 ou 20 livres, il n'était guère possible d'acheter ne serait-ce qu'un titre de l'emprunt³. On voit se constituer au cours du mois de mai de petites sociétés d'emprunt (*istikraz şirkelleri*) au sein desquelles des collègues, des amis ou des parents mettaient en commun leur capital pour pouvoir se procurer un ou plusieurs titres de l'emprunt⁴. Par ailleurs le Crédit national ottoman offrit aux fonctionnaires de larges facilités : avec seulement 7,5 Ltqs, il leur était possible d'acheter un titre de l'emprunt d'un montant nominal de 20 Ltqs, et par conséquent de recevoir immédiatement l'intérêt des six premiers mois (soit 1/2 livre en or). La banque avançait les 12,5 Ltqs restantes, qui étaient remboursables en un an moyennant un intérêt de 6 % et le dépôt en gage du certificat provisoire de l'emprunt⁵.

Quant à la participation de la paysannerie à l'emprunt, il s'agissait de vaincre des obstacles à la fois géographiques et psychologiques. En particulier il fallait amener le paysan anatolien à renoncer au « pot de terre » (*çömlek*) et à la « bourse en toile » (*çikın*) où il avait l'habitude de cacher ses économies⁶. Au départ, il n'était pas question d'utiliser les services de la Banque agricole (*Ziraat bankası*) pour les opérations d'emprunt en province où seuls les guichets de la Banque ottomane devaient proposer les titres de l'emprunt au public. Cependant, à la suite d'une démarche de la Société ottomane des Agriculteurs (*Osmanlı çiftçiler derneği*), faisant valoir l'expérience de la Banque agricole, sa large diffusion dans les campagnes et sa notoriété auprès des paysans, le Ministère des finances l'autorise à recevoir les souscriptions⁷. Elle met alors ses nombreux guichets à la disposition des épargnants qui désirent souscrire à l'emprunt et leur offre de larges facilités de

(1) *Sabah*, 1^{er} juin, commentant les résultats de l'emprunt.

(2) *Tanin*, 13 mai, « *Istikraz ve memurlar* ».

(3) Certains critiquaient la valeur élevée de l'obligation d'emprunt (20 Ltqs). Il semble qu'elle ait été choisie pour des raisons techniques ; l'intérêt semestriel d'une obligation était de 1/2 livre-or, il aurait été difficile de frapper des pièces d'or d'une valeur inférieure. Cf. *Tanin*, 12 avril, interview du directeur du *Darbhane*, Ferid bey.

(4) *Ikdam*, 27 mai, *Vakit*, 27-29 mai.

(5) *Tanin*, 20 avril, 13 mai, *Sabah*, 2 mai.

(6) *Tanin*, 21 avril, « *Dahilî istikraz ve köylü* » ; *Ikdam*, 23 avril, « *Dahilî istikraz ve küçük sermayeler* ».

(7) *Tasvir-i efkâr*, 25 avril 1918, « *Istikrazımız ve Ziraat Bankası* » ; *Çiftçiler derneği mecmuası*, n° 7, 1^{er} mai 1918. L'association ottomane des agriculteurs (*Osmanlı Çiftçiler Derneği*) avait été fondée en 1910 ; elle était proche du Comité Union et Progrès ; cf. T. Z. Tunaya, *Türkiye' de siyaset partileri*, Istanbul, 1951, p. 458 sq.

crédit (prêts pouvant atteindre 60 % de la somme souscrite, contre un intérêt de 7 %)¹.

Ces mesures pour atteindre la petite épargne ont-elles été couronnées de succès? Il est évidemment très difficile de répondre à cette question. Cependant, à l'aide du tableau 3, qui représente le montant des souscriptions recueillies par établissements bancaires, il est possible de présenter quelques hypothèses. En tête des établissements arrivent le Crédit national ottoman et la Banque Agricole ; à eux deux, ils ont attiré plus de la moitié des souscriptions. En ce qui concerne la Banque agricole, on constate qu'elle a drainé près de la moitié de l'épargne dans les provinces, ce qui s'explique aisément par sa large diffusion dans les campagnes (plus de 400 guichets) et son expérience du monde paysan. Quant au Crédit national ottoman, il a recueilli 5 millions de Ltqs, soit 27 % du total ; résultat d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'une banque jeune (à peine un an d'existence), qui ne dispose que de deux guichets, l'un à Constantinople et l'autre à Smyrne. Son succès s'explique certainement par les facilités qu'il a accordées aux petits épargnants, mais aussi parce qu'il représente un nouveau type de finance *nationale*, très différent des vieux établissements comme la Banque ottomane, symbole de l'impérialisme financier dans l'Empire ottoman. Avec son image de marque jeune et nationale, le Crédit national a su, malgré son expérience récente, attirer une épargne petite et moyenne, soucieuse de participer à une opération lucrative et patriotique².

Le tableau 4 fournit la liste des principaux souscripteurs à l'emprunt intérieur. On remarque tout d'abord le poids des banques et sociétés représentant les intérêts étrangers dans l'Empire. En particulier, les deux piliers de l'impérialisme occidental dans l'Empire, la Dette publique et la Banque ottomane, fournissent à eux seuls 20 % du montant de la souscription à Istanbul, et il convient de rappeler qu'ils ont joué un rôle essentiel dans l'organisation des opérations d'emprunt. En outre, il faut souligner la participation d'autres sociétés anciennes, à base de capitaux étrangers, comme la Régie des Tabacs, la Compagnie des Chemins de fer orientaux, la Deutsche Bank, la Banque nationale de Turquie (qui est à capitaux anglais), les établissements Orosdi-Back, la Société des Mines de Balya-Karaaydin, etc. Ainsi, en dépit des conditions nouvelles de la guerre, le capitalisme étranger conserve une place dominante sur le plan financier.

Cependant, dans la liste des souscripteurs les plus importants, on remarque la part prise par des sociétés nouvelles, créées bien souvent après 1914, compagnies d'assurances, banques, établissements de commerce ou manufactures, ayant le plus souvent la forme de sociétés anonymes et fondées par le regroupement de capitaux « nationaux »³. Parmi ces sociétés « nationales » (comme on commence alors à les appeler), il faut citer des compagnies d'assurances comme la Société nationale d'Assurances ottomane, fondée en 1918, la Société nationale d'Assurances de Turquie, fondée en 1917 ; des banques comme la Banque de Commerce et du Crédit général, elle aussi fondée en 1917, des entreprises industrielles comme les Textiles de Karamürsel, les matériaux de construction d'Adapazari, des coopéra-

(1) *Tanin*, 17 mai et 18 mai (citant le *Köylü* de Smyrne).

(2) Sur le Crédit National ottoman, cf. A. Gündüz Okçün, « 1900-1930 yılları arasında Anonim Şirket olarak kurulan bankalar », dans *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, 1975, pp. 409-476.

(3) Il était impossible, dans les limites de cet article, d'étudier en détail toutes les sociétés citées dans la figure 4. On trouvera des indications dans la brochure : *Memalik-i osmaniye' de Osmanlı Anonim Şirkeller*, Istanbul, 1334 (1918), et pour les banques, dans la communication de A. Gündüz Okçün citée à la note précédente. La *Revue de Turquie* fournit de nombreuses indications. Pour les créations plus anciennes, voir E. Pech, *Manuel des sociétés anonymes fonctionnant en Turquie*, Paris, 1912.

tives comme la Société des Vignerons de Magnésie ou la Société Coopérative de Smyrne, etc. Incontestablement, le symbole de la réussite de ces sociétés nouvelles, c'est le Crédit national ottoman. Fondé en 1917 avec des capitaux turcs et une participation de l'État (1/8 du capital), il est destiné à devenir, dans l'esprit de ses fondateurs, une banque centrale. Cependant, en l'espace d'un an, il a pris plutôt l'allure d'une banque d'affaires, en se lançant dans diverses entreprises industrielles. A la fin du premier exercice, en avril 1918, il a pu distribuer des dividendes de 10 % à ses actionnaires. Ainsi, à travers les résultats de l'emprunt intérieur, on voit se dessiner une forme de capitalisme plus moderne et plus national, développé à la faveur de la guerre.

Avec un résultat total de près de 18 millions de Ltqs, l'emprunt intérieur apparaît comme une belle réussite. Si ce chiffre est en dessous des estimations les plus optimistes, il apparaît néanmoins, selon le mot de Cavid, comme un bon début¹. Il permet de combler en partie le déficit du budget de l'année 1918 et de soulager la dette extérieure de l'État. Cependant le gouvernement doit recourir en septembre à une nouvelle émission de papier-monnaie (26,5 millions en Ltqs), et la prime sur l'or qui était descendue à 430 % en avril, passe à 485 % en août et 531 % en septembre à Constantinople.

En ce qui concerne l'histoire ultérieure de l'emprunt, trois points sont à noter. D'abord l'effondrement rapide à la bourse de Constantinople du titre de l'emprunt qui a toujours été au-dessous du pair : 72,50, au début octobre 1918, 55 en novembre². Les défaites de septembre-octobre contre les Anglais, et l'armistice de Moudros lui ont été fatals. Ensuite, le paiement des intérêts et de l'amortissement est suspendu à partir de 1919, la Dette publique refusant d'honorer sa signature sous prétexte que les représentants alliés qui figuraient au Conseil ont été évincés au début de la guerre³. La cote de l'emprunt tombe à 22 à la fin de 1920. Enfin, en 1924, le gouvernement d'Ankara décide de se charger du service de l'emprunt intérieur, mais en payant les intérêts en papier-monnaie.

Ainsi, l'emprunt intérieur n'a pas pu réaliser tous les espoirs qu'il avait fait naître. Victime de la conclusion malheureuse de la guerre, il n'a pu empêcher la chute de la livre-turque, ni le recours à une nouvelle émission de papier-monnaie gagé par l'Allemagne, ni rétablir d'une façon durable la confiance des épargnants vis-à-vis de l'État. Cependant, il constitue un moment intéressant de l'histoire financière de la Turquie. Il a été l'occasion d'une vaste prise de conscience au sein des élites et du public ottoman, et par ailleurs, il révèle les changements sociaux et économiques que la Turquie a connus pendant la guerre. Il traduit le désir d'indépendance économique et financière et la mise en place des structures nouvelles d'un capitalisme national. On sera d'accord avec l'analyse de Hamdullah Suphi qui y voyait un signe de la puissance montante de la bourgeoisie turque⁴.

(1) Cavid, *Mémoires*, *Tanin*, 4 juillet 1945.

(2) Cours de la bourse dans le *Takvim-i vekayi*. Le gouvernement ottoman avait tenté d'enrayer la baisse des cours en rachetant pour 1 500 000 de Ltqs d'obligations de l'emprunt intérieur (*Takvim-i vekayi*, n° 3361, 7 oct. 1918), mais apparemment sans succès.

(3) Yusuf Hikmet Bayur, *Türk inkılabı tarihi*, III/4, Ankara, 1967, p. 514 ; *Borsa Rehberi*, déjà cité.

(4) Conférence de Hamdullah Suphi au Foyer Turc (*Türk ocağı*), *Tanin*, 26 avril.

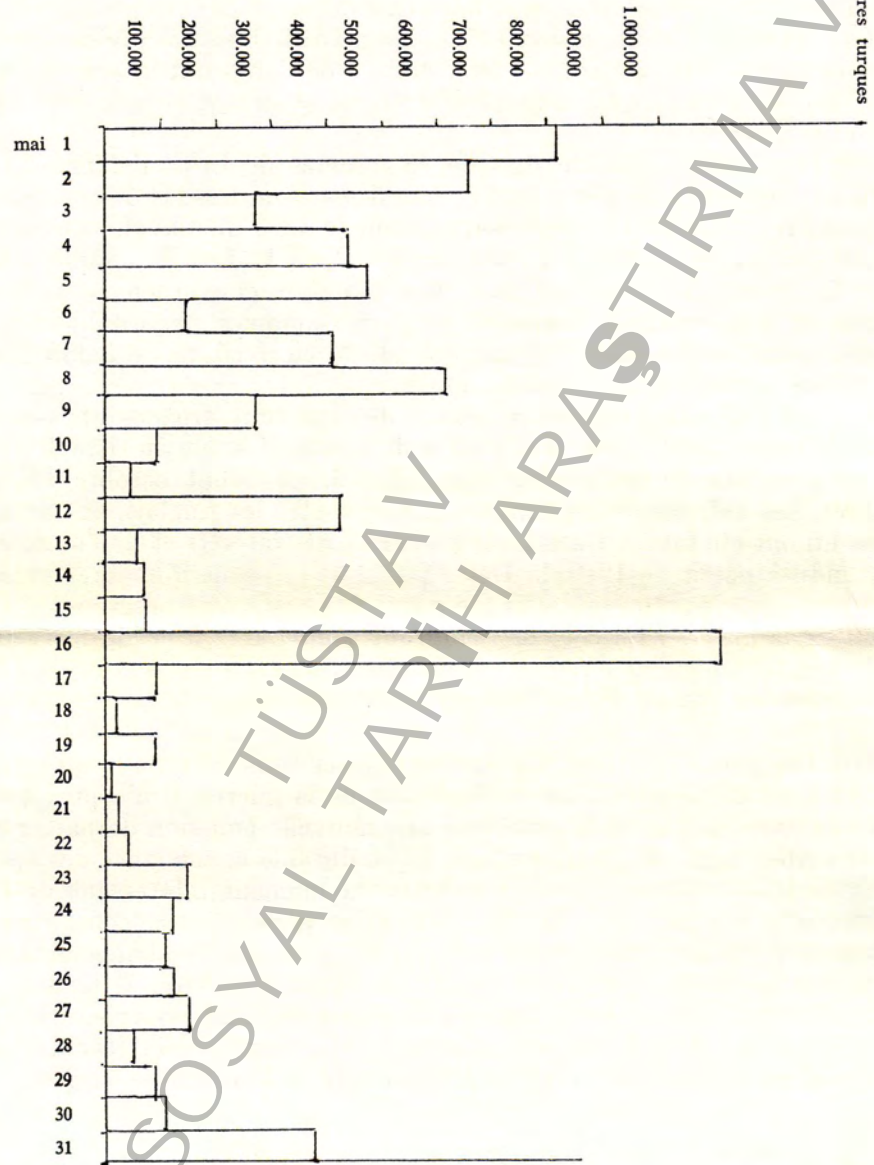


Fig. 1. — ÉVOLUTION DE LA SOUSCRIPTION A CONSTANTINOPLE (mai 1918)
(source : quotidiens ottomans du mois de mai 1918)

Montant de la souscription à Istanbul

Jour	Total du jour
1 ^{er} mai.....	819 260
2 mai.....	659 500
3 mai.....	276 860
4 mai.....	445 160
5 mai.....	478 160
6 mai.....	150 280
7 mai.....	407 660
8 mai.....	618 450
9 mai.....	170 670
10 mai.....	98 460
11 mai.....	49 220
12 mai.....	416 140
13 mai.....	50 000
14 mai.....	66 720
15 mai.....	66 180
16 mai.....	1 100 000
17 mai.....	95 160
18 mai.....	20 000
19 mai.....	94 180
20 mai.....	8 740
21 mai.....	25 680
22 mai.....	35 360
23 mai.....	143 640
24 mai.....	127 340
25 mai.....	108 500
26 mai.....	110 870
27 mai.....	148 440
28 mai.....	45 460
29 mai.....	84 600
30 mai.....	102 000
31 mai.....	374 580

Tabl. 1. — RÉSULTATS DE L'EMPRUNT INTÉRIEUR OTTOMAN (1918).

Province ou sandjak	Total	Observations
Istanbul (prov).....	7 439 360	(y compris le sandjak de Çatalca)
Aydin.....	4 475 500	
Edirne.....	538 600	
Konya.....	511 440	
Ankara.....	379 900	
Adana.....	290 120	(y compris le sandjak d'Içel)
Kastamonu.....	288 380	
Sivas.....	269 540	
Halep.....	242 280	
Hüdavendigâr (Brousse).....	220 360	
Syrie.....	168 000	
Beyrouth.....	117 200	
Mamuret ül-Aziz.....	96 800	
Diyarbakır.....	50 880	
Trébizonde.....	18 440	
Erzurum.....	10 600	
Mossoul.....	10 540	
Bitlis.....	1 960	
Kayséri (sandjak).....	331 040	
Eskişehir.....	306 980	
Izmit.....	270 520	
Karesi.....	192 000	
Bolu.....	180 200	
Niğde.....	93 920	
Djanik.....	68 640	
Teke.....	53 280	
Maraş.....	44 980	
Menteşe.....	38 140	
Kale-i sultaniye.....	36 680	
Urfa.....	22 880	
Batoum.....	22 000	
Mont-Liban.....	3 740	
Karahisar Sahib.....	198 880	
Divers.....	858 400	(comprend en particulier les sommes souscrites en Allemagne, Autriche, Hongrie, et par les armées ottomanes, etc.)
TOTAL général.....	17 977 600	

Tabl. 2. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA SOUSCRIPTION
(source : *Takvim-i vekayi*, 5 août 1918)

Établissements	Province	Constantinople	Total
Caisse Générale du Ministère des Finances (<i>Vezne-i umumî</i>)....	858 260	1 873 520	2 731 780
Banque Ottomane (<i>Osmanlı bankası</i>).....	1 879 020	869 080	2 748 100
Crédit National Ottoman (<i>Osmanlı İtibar-ı millî b.</i>).....	2 540 780	2 466 440	5 007 220
Deutsche Bank.....	126 660	552 500	679 160
Deutsche Orientbank.....	143 840	227 800	371 640
Wiener Bank.....	139 300	540 300	679 600
Banque Hongroise (<i>Macar b.</i>).....	45 600	195 920	241 520
Banque de Salonique.....	103 640	226 000	329 640
Banque Ottomane de Commerce (<i>Osmanlı Ticaret Bankası</i>)....	—	130 000	130 000
Banque de Commerce et du Crédit Général (<i>Ticaret ve İtibar-ı Umumî Bankası</i>).....	—	112 000	112 000
Divers.....	—	—	230 000
Banque Agricole (<i>Ziraat b.</i>).....	4 715 320	540	4 715 860
TOTAL.....	10 581 340	7 396 260	17 977 600

Tabl. 3. — RÉPARTITION DES SOUSCRIPTIONS RECUEILLIES PAR ÉTABLISSEMENTS
(source : *Takvim-i vekayi*, 25 janvier 1919)

Nom du souscripteur (entre parenthèses, date de fondation)	Montant	Date
Dettes publiques.....	1 100 000	16 mai
Banque ottomane.....	400 000	12 mai
Société des Chemins de Fer d'Anatolie (1889).....	100 000	2 mai
Crédit National ottoman (<i>Osmanlı İtibar-i millî b.</i>) (1917).....	100 000	9 mai
C ^{ie} d'exploitation des Chemins de Fer Orientaux (1872).....	100 000	28 mai
Deutsche bank.....	100 000	31 mai
Banque agricole (<i>Ziraat b.</i>) (1889).....	80 000	8 mai
S. A. hongroise de Banque et de Commerce.....	60 000	23 mai
Régie co-intéressée des Tabacs (1883).....	50 000	2 mai
S. A. nationale d'Assurances ottomane (<i>Millî Osmanlı Sig. AŞ</i>).....	50 000	4 mai
Société d'Assurances l'Ancre (à Vienne).....	50 000	8 mai
Wiener bankverein.....	50 000	8 mai
Bayramzade Hakkı bey.....	50 000	9 mai
Deutsche Orientbank.....	50 000	26 mai
Comité de la Défense Nationale (<i>Müdafaa-ı millîye</i>) (1916).....	40 000	2 mai
<i>Ordu ve donanma pazarı</i>	40 000	3 mai
Soc. Nat. d'Assurances de Turquie (<i>Türkiye m. sig. AŞ</i>) (1917).....	40 000	6 mai
Direction de la Régie.....	30 000	3 mai
Soc. Coopérative de Smyrne (<i>Izmir Kooperatif Ş</i>).....	30 000	8 mai
Société du Tunnel, Tramways et Électricité.....	30 000	11 mai
Banque de Salonique (1888).....	30 000	18 mai
Banque Nationale de Turquie, SA (1909).....	25 000	14 mai
C ^{ie} de navigation de l'Union (<i>İttihad seyr-i sefain Ş</i>) (1911).....	20 000	3 mai
<i>Dar ül-aceze</i> (Hospice).....	20 000	9 mai
Banque Russe pour le commerce étranger.....	20 000	31 mai
Directeurs de la Deutsche Orientbank.....	15 000	26 mai
<i>Tanin</i> (journal).....	15 000	?
S.A. de Manufacture (<i>Manifatura AŞ</i>).....	10 000	3 mai
Soc. Textile de Karamürsel (<i>Karamürsel mensucat AŞ</i>) (1917).....	10 000	6 mai
Soc. de Matériaux de construction d'Adapazarı (<i>Adapazarı levazım-i inşaiye fabrikası AŞ</i>) (1917).....	10 000	9 mai
Soc. ottomane de Tabacs (<i>Duhan Osmanlı AŞ</i>) (1917).....	10 000	9 mai
Soc. des vallonées de Smyrne (<i>Izmir Palamut AŞ</i>).....	10 000	9 mai
Nuri Aziz et Kâzım Nuri & Co.....	10 000	9 mai
Rüşdi Karakaş bey (Commerçant).....	10 000	11 mai
C ^{ie} d'Assurances Riunione Adriatica.....	10 000	14 mai
Soc. des Vignerons de Magnésie (<i>Mağnisa Bağçular b.</i>) (1917).....	10 000	15 mai
Banque Générale de Turquie (1918).....	10 000	23 mai
Épicerie Yeni Hilâl.....	9 000	4 mai
Établissements Orosdi-Back (1895).....	6 000	9 mai
S.A. orientale Turco-Bulgare.....	5 000	5 mai
Maison Giraud & Co (Smyrne).....	5 000	?
S.A. des Mines de Balya-Karaaydın (1892).....	5 000	6 mai
S.A. d' <i>aba</i> de Smyrne (<i>Izmir Aba AŞ</i>) (1).....	5 000	9 mai
Oriental Carpet Ltd (1908).....	5 000	9 mai
Yazıcızade İsmail Hakkı bey.....	5 000	9 mai
C ^{ie} d'Assurances Assicurazioni Generali.....	5 000	10 mai
Banque de commerce et du crédit général (<i>Ticaret ve İtibar-i Umumî b.</i>) (1917).....	5 000	31 mai
Brasseries réunies Bomonti-Nectar.....	4 000	28 mai
Banque commerciale ottomane (<i>Osmanlı Ticaret b.</i>) (1911).....	3 000	9 mai
S.A. pour le commerce continental et maritime (<i>Ticaret-i berriye ve bahriye AŞ</i>) (1917).....	2 000	13 mai

Tabl. 4. — PRINCIPAUX SOUSCRIPTEURS A ISTANBUL (Source : *Tanin*, mai 1918, et *Revue de Turquie*, 1918, n° 2, p. 47).

(1) *Aba* (عبا) : sorte de feutre dont on fait des vêtements pour les bergers et des capotes pour les soldats.

TÜRKİYE SOSYAL TÜSTAV
TARİH ARAŞTIRMA VAKFI